



# France Trésor

n° 124

septembre 2000

<http://www.francetresor.gouv.fr> • Bloomberg TRESOR <GO> • Reuters <TRESOR> • Reuters Web : <http://tresor.session.rservices.com>

## Actualité de la dette française

### Succès de la première opération de rachat par adjudication à l'envers

Conformément aux modalités du programme de rachat rendues publiques le 25 août et rappelées en encart, France Trésor a tenu une première adjudication à l'envers le 5 septembre. Quatre OAT, choisies parmi celles de maturité comprise entre 2003 à 2005 étaient proposées au rachat : avril 2003, février 2004, avril 2004 et avril 2005. Sur les 4 titres, les offres des SVT correspondant à un prix de marché ont atteint 2 920 millions d'euros, France Trésor ayant choisi de racheter 1 768 millions d'euros. Le faible écartement des prix (1 à 2 cent entre le prix limite et le prix moyen pondéré), démontre l'intérêt du marché pour cette opération et a permis à France Trésor d'effectuer ces rachats à un prix attractif. En diminution de 3%, le nouvel encours total de ces quatre titres est de 57 milliards d'euros, ce qui permet de garantir complètement leur liquidité.

### Un nouveau titre de référence à 10 ans

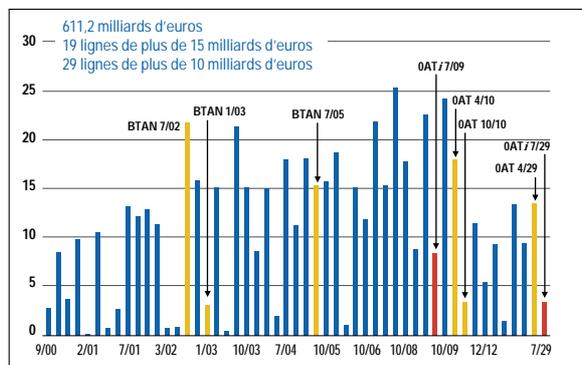
France Trésor a procédé le 7 septembre à la première adjudication de son nouveau titre de référence à 10 ans, l'OAT 5,5 % 25 octobre 2010. La demande a été particulièrement forte : 7,719 milliards d'euros ont été demandés par les SVT, pour 3,384 milliards d'euros adjugés.

### Un plan pluriannuel de baisse des impôts

Le 31 août, Laurent Fabius, ministre de l'Économie, des Finances et de l'Industrie, a présenté un plan pluriannuel de baisse des impôts, visant à conforter une croissance sans inflation en France : emploi et investissement sont ainsi encouragés pour augmenter la croissance potentielle française (voir encart). En tenant compte des mesures déjà décidées en 1999 et 2000, la baisse des impôts atteindra 200 milliards de francs sur 5 ans (30,5 milliards d'euros, soit environ 2,2 % du PIB). Ce plan ira de pair avec la poursuite de la réduction des déficits et de la dette publique, conformément au programme pluriannuel de finances publiques du gouvernement.

### Dette négociable de l'État au 7 septembre 2000

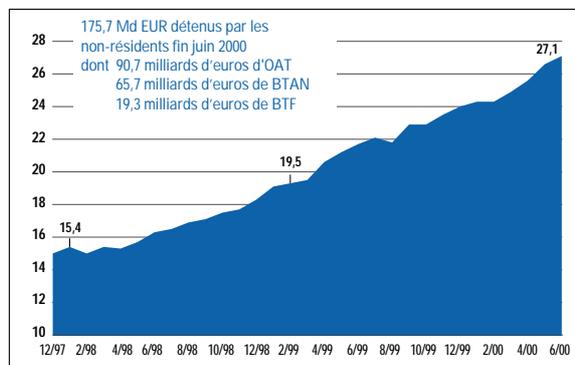
en milliards d'euros



Source : France Trésor

### Détention par les non-résidents des titres de la dette négociable de l'État

en % de la dette négociable



Source : balance des paiements

## Calendrier d'adjudication

11/9/2000	règlement	18/9/2000	règlement	21/9/2000	règlement	25/9/2000	règlement	2/10/2000	règlement	5/10/2000	règlement
<b>BTF</b>		<b>BTF</b>		<b>BTAN</b>		<b>BTF</b>		<b>BTF</b>		<b>OAT</b>	
13 sem.	14/9/2000	13 sem.	21/9/2000	2 ans	26/9/2000	13 sem.	28/9/2000	13 sem.	5/10/2000		10/10/2000
<b>BTF</b>		<b>BTF</b>		<b>BTAN</b>		<b>BTF</b>		<b>BTF</b>			
25 sem.	14/9/2000	50 sem.	21/9/2000	5 ans	26/9/2000	49 sem.	28/9/2000	n.c.	5/10/2000		

Source : France Trésor

## OAT et BTAN : dernières adjudications

en millions d'euros

	OAT TEC 10 janvier 2009	OAT octobre 2010 5,50 %	BTAN 2 ans janvier 2003 5,00 %
Date de l'adjudication	7/9/00	7/9/00	17/8/00
Date de règlement	12/9/00	12/9/00	22/8/00
Volume annoncé	de 3 300 à 3 800		de 3 000 à 3 400
Volume demandé	1 063	7 719	9 815
<b>Volume adjudgé</b>	<b>315</b>	<b>3 384</b>	<b>3 099</b>
dont ONC	5	37	0
Taux de couverture	3,4	2,3	3,2
Prix limite	95,30 %	100,44 %	99,36 %
Taux moyen pondéré	-	5,44 %	5,27 %
Précédentes adjudications	-	3/8/00	20/7/00
Taux moyen pondéré	-	5,33 %	5,19 %

Source : France Trésor

## BTF : dernières adjudications

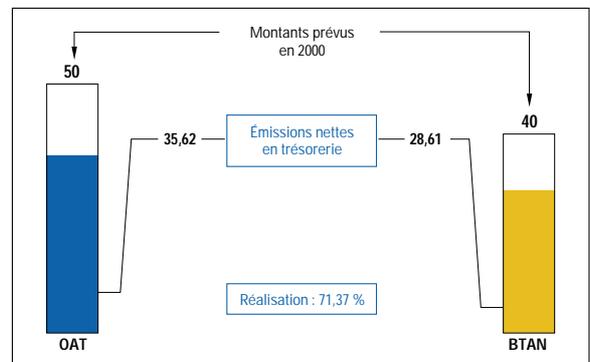
en millions d'euros

	BTF 13 sem.	BTF 24 à 29 sem.	BTF 40 à 52 sem.
7/8/2000	Volume adjudgé	1 232	710
	Taux moyen pondéré	4,38 %	4,75 %
14/8/2000	Volume adjudgé	1 203	1 035
	Taux moyen pondéré	4,53 %	4,92 %
21/8/2000	Volume adjudgé	1 727	774
	Taux moyen pondéré	4,63 %	5,17 %
28/8/2000	Volume adjudgé	1 389	757
	Taux moyen pondéré	4,70 %	4,98 %
4/9/2000	Volume adjudgé	1 004	923
	Taux moyen pondéré	4,62 %	5,08 %

Source : France Trésor

## Financement à long et moyen terme sur l'année au 7 septembre 2000

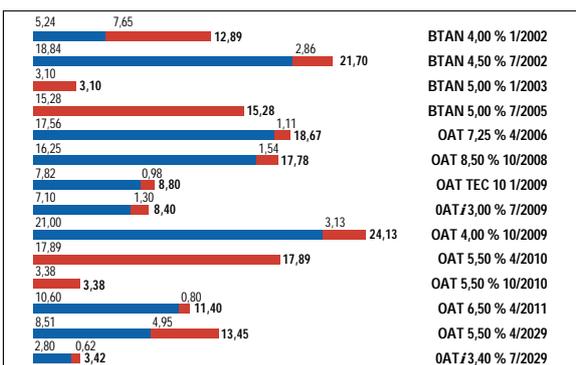
en milliards d'euros



Source : France Trésor

## BTAN et OAT : émissions de l'année et cumul au 7 septembre 2000

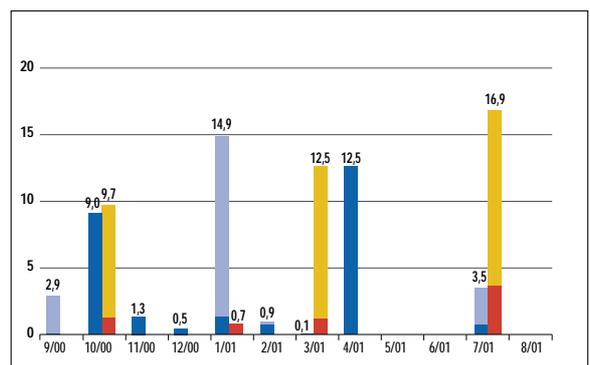
en milliards d'euros



Source : France Trésor

## OAT et BTAN : échéancier prévisionnel au 7 septembre 2000\*

en milliards d'euros



Source : France Trésor

\*Y compris adjudications à l'envers

## Dettes de l'État

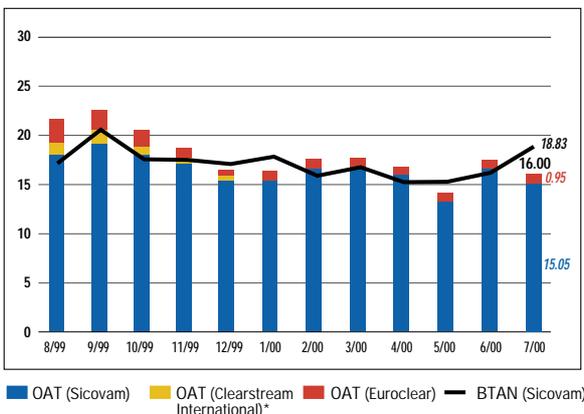
en milliards d'euros

	1995	1996	1997	1998	1999	2000 août
<b>Dettes négociables</b>	431	474	515	560	583	609
<b>Dettes à long terme</b>	270	308	331	363	395	416
dont OAT	252	293	329	363	395	416
<b>Bons du Trésor à court et moyen terme</b>	160	166	184	197	188	193
dont BTF	45	41	41	47	34	45
dont BTAN	116	125	143	150	154	148
<b>Dettes non négociables</b>	65	66	63	53	71	nc
<b>Dettes totales de l'État</b>	496	540	577	613	654	nc
En % du PIB	42,0 %	44,5 %	46,0 %	47,1 %	48,7 %	nc
Durée de vie moyenne de la dette négociable	6 ans 95 jours	6 ans 47 jours	6 ans 57 jours	6 ans 93 jours	6 ans 99 jours	6 ans 96 jours

SROT au 31/12/95, 96, 97, 98 et 99

## Transactions sur les 5 OAT et les 4 BTAN les plus traités

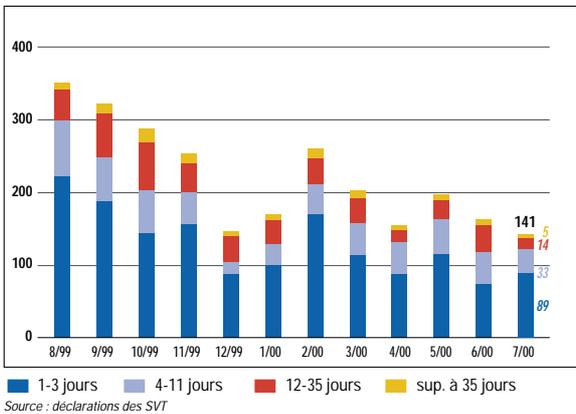
moyenne quotidienne en milliards d'euros



\* Données Clearstream International non disponibles à compter de janvier 2000

## Transactions mensuelles sur pensions à taux fixe des SVT

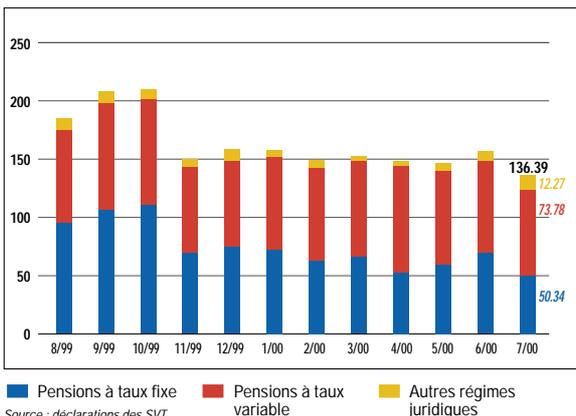
en milliards d'euros



Source : déclarations des SVT

## Encours des pensions des SVT en fin de mois

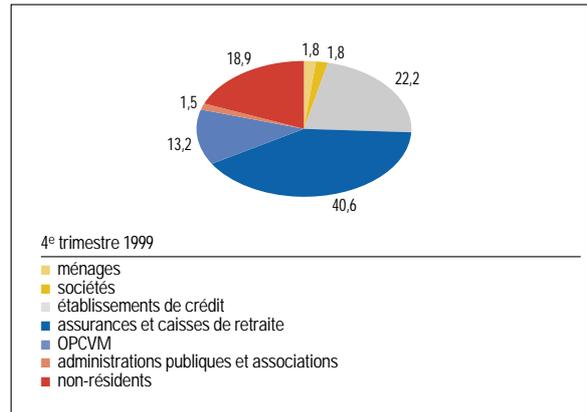
en milliards d'euros



Source : déclarations des SVT

## Détention des OAT par groupe de porteurs

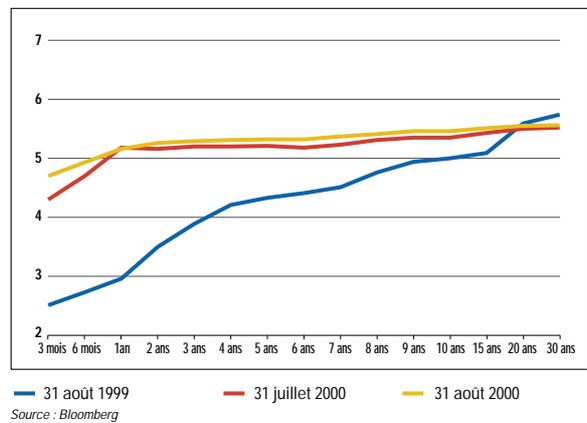
structure en %



Source : ces chiffres sont tirés d'une enquête de la Banque de France ; le pourcentage de détention des non-résidents est compatible avec les chiffres plus exhaustifs tirés de la balance des paiements (voir page 1).

## Courbe des taux sur titres d'État

moyenne mensuelle en %

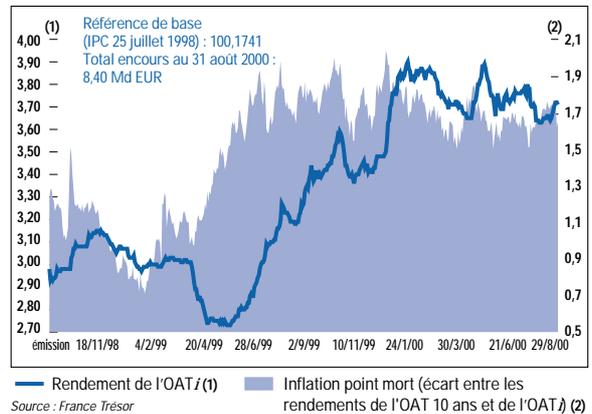


Source : Bloomberg

## Évolution du rendement réel de l'OAT à 3% 07-2009

en %

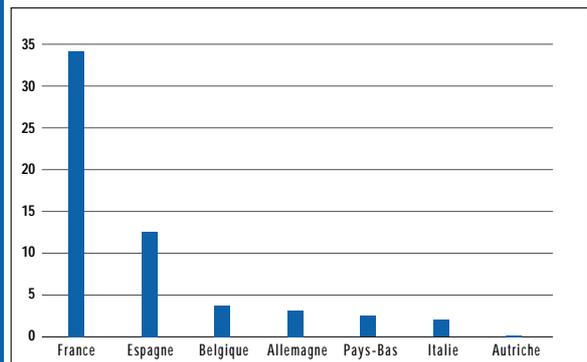
valeurs quotidiennes indicatives sur le marché secondaire



Source : France Trésor

## Le marché des titres démembrés le plus important de la zone euro

en milliards d'euros, juillet 2000



Source : SVT

FOCUS

### Les OATs démembrées : un atout du marché obligataire français

**L**e marché des STRIPS français va bientôt fêter ses dix ans d'existence. On peut s'interroger sur ses perspectives, dans un contexte où l'établissement de l'euro et plus récemment l'annonce des opérations de rachat de titres par le Trésor, influent sur son fonctionnement.

*La première caractéristique de ce marché, c'est sa taille : 34 milliards d'euros d'encours de dette démembrée et, de ce fait, un encours significatif (environ 1 milliard d'euros par coupon intermédiaire). Aucun autre pays européen ne peut prétendre à une telle profondeur (voir graphique focus). Le poids de l'histoire – la politique d'assimilation, le choix des dates de coupons, le lancement précoce du stripping, les courbes de taux inversées et le développement de l'assurance vie dans la première moitié des années 90 – explique en grande partie cette situation.*

*Mais ce qui est peut être plus pertinent à relever, c'est la permanence de l'activité sur ce marché, qui n'est pas nécessairement perçue par tous les intervenants, en raison de la faiblesse apparente du marché interbancaire sur ce produit. Les opérations régulières de démembrement et remembrement (entre 1 et 2 milliards d'euros tous les mois) traduisent beaucoup mieux la permanence de l'intérêt des clients finaux pour ce produit. Là encore, le niveau actuel d'activité de stripping dépasse de très loin celui des autres marchés européens, qui n'ont pas atteint une taille critique.*

*De facto, la France a aujourd'hui le quasi monopole du marché des STRIPS libellés en euros (a fortiori ceux notés AAA), et cette situation amène sur le marché de nouveaux entrants non résidents, mais de la zone euro, notamment des fonds à capital garanti, ainsi que des fonds de retraite.*

*On entend parfois que la liquidité du marché des STRIPS français est diminuée par les encours détenus par l'assurance vie. La réaction du marché à l'annonce des rachats de titres par le Trésor apporte un démenti à cette remarque. Si, dans un premier temps, la surperformance des emprunts à gros coupon "off the run" s'est traduite par un renchérissement des zéro-coupons intermédiaires (dans un but de remembrement par les SVT), la clientèle finale a rapidement remis la courbe Strips en ordre en arbitrant coupons et principaux dans les zones concernées (en particulier à 20-25 ans). Ainsi, loin d'amoinrir la liquidité du marché, les rachats permettent de l'animer encore plus et d'illustrer sa faculté d'adaptation, liée au grand nombre de titres démembrables.*

*Avec le marché des STRIPS, le Trésor français et les SVT détiennent un atout majeur dans la compétition pour l'attrait de la clientèle. A long terme, cet avantage se traduira nécessairement dans les prix relatifs des emprunts sous-jacents.*

Michel ROBERT

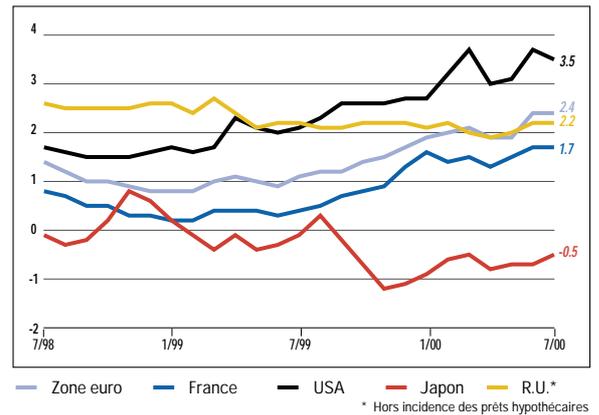
Responsable du trading sur emprunts d'État

Crédit Agricole Indosuez

Achévé de rédiger le 1<sup>er</sup> septembre 2000

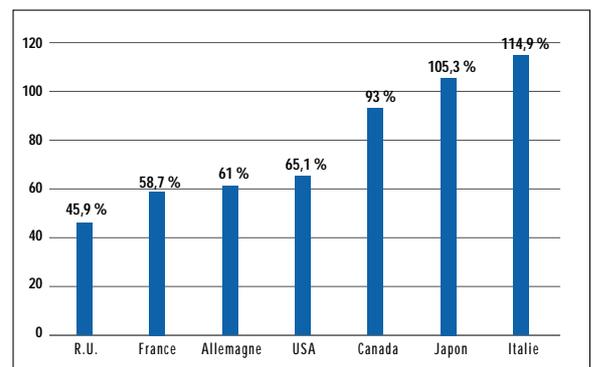
**Prix à la consommation**

glissement annuel en %



**Dettes des administrations publiques en 1999**

en % du PIB



Source : estimations de l'OCDE juin 2000, définition Maastricht pour les pays européens (nouvelle base SEC 95)

**Calendrier des indicateurs économiques français et des adjudications**

septembre 2000	
4 Adjudication de BTF	21 Adjudication de BTAN
7 Adjudication d'OAT	25 Adjudication de BTF
7 Comptes trimestriels 2000 T2 : résultats provisoires	26 Conso. des ménages en produits manufacturés en juillet-août
7 Réserves brutes de change en août	26 Prix à la consommation : indice définitif d'août
11 Adjudication de BTF	26 Construction neuve en août
12 Prix à la consommation : indice provisoire d'août	29 Demandeurs d'emplois en août
13 Balance des paiements en juin	29 Prix de vente industriels : indices de juillet-août
15 Emploi salarié : résultats révisés 2000 T2	29 Conjoncture dans l'industrie : enquête mensuelle de septembre
15 Commerce extérieur en juillet	29 Réserves nettes de change en août
18 Adjudication de BTF	
21 Salaires : statistiques révisées 2000 T2	
octobre 2000	
2 Adjudication de BTF	20 Production industrielle en juillet-août
4 Conjoncture auprès des ménages : enquête de septembre	23 Adjudication de BTF
5 Adjudication d'OAT	24 Prix à la consommation : indice définitif de septembre
6 Comptes trimestriels 2000 T2 : résultats détaillés	26 Conso. des ménages en produits manufacturés en septembre
6 Réserves brutes de change en septembre	27 Conjoncture dans l'industrie : enquête mensuelle d'octobre
9 Adjudication de BTF	30 Adjudication de BTF
13 Coût de la construction : indice 2000 T2	31 Demandeurs d'emplois en septembre
13 Balance des paiements en juillet	31 Construction neuve en septembre
13 Prix à la consommation : indice provisoire de septembre	31 Prix de vente industriels : indice de septembre
16 Adjudication de BTF	31 Réserves nettes de change en septembre
17 Commerce extérieur en août	
19 Adjudication de BTAN	

## Prévisions macroéconomiques

taux de croissance en volume, prix n-1

	1999*	2000**	2001**
Croissance du PIB français	2,9	3,6	3,0
Croissance du PIB zone euro	2,2	3,2	2,9
Consommation des ménages	2,3	2,9	3,4
Investissement	7,3	6,0	3,5
dont investissement des entreprises	7,7	7,2	5,7
dont investissement-logement des ménages	8,2	6,3	0,6
Exportations	3,8	9,2	6,4
Importations	3,7	9,5	6,7
Prix de la consommation	0,7	1,3	1,0
Déficit public (en % du PIB)	-1,8	-1,5	-1,1/-1,3
Dette publique (en % du PIB)	58,7	58	57,4

\* Comptes nationaux trimestriels résultats provisoires 2000T2

\*\* Source : Commission économique de la Nation, mars 2000 (pour 2001, scénario médian)

## Derniers indicateurs conjoncturels

Indice de la production industrielle**, en GA*	4,5 %	06/2000
Consommation des ménages**, en GA*	6,2 %	06/2000
Taux de chômage (BIT), en %	9,7 %	07/2000
Inflation, en GA*	1,7 %	07/2000
Inflation hors tabac, en GA*	1,7 %	07/2000

en milliards d'euros, CVS, FAB/FAB

Solde commercial en 1999	16,86 (+1,25 % du PIB)	06/2000
Solde commercial, cumul 2000	4,92	06/2000
Solde des transactions courantes en 1999	35,24 (+2,62 % du PIB)	05/2000
Solde des transactions courantes, cumul 2000	12,44	05/2000

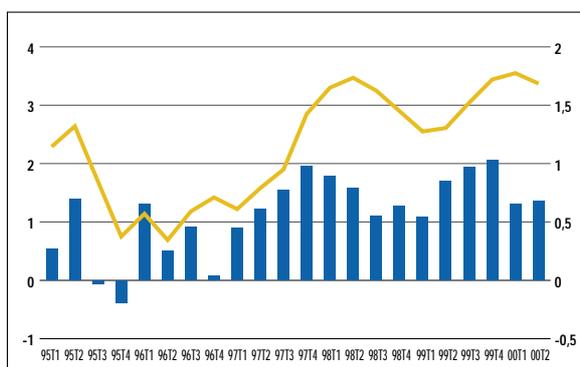
Taux d'intérêt à 10 ans (OAT)	5,460 %	au 31/08/2000
Taux d'intérêt à 3 mois (Euribor)	4,888 %	au 31/08/2000
Euro/\$	0,8906	au 31/08/2000
Euro/yen	94,77	au 31/08/2000

Source : INSEE, ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie, Banque de France

\* GA : glissement annuel  
\*\* en produits manufacturés

## Produit Intérieur Brut

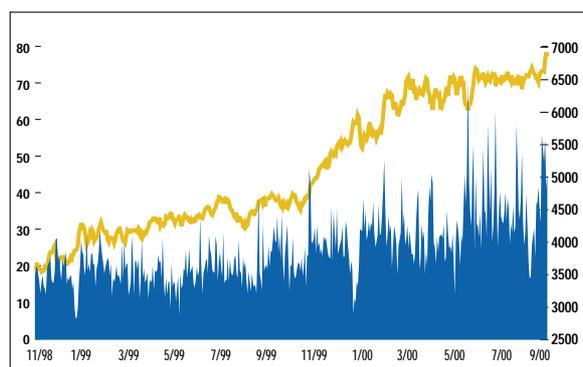
en %



— Glissement annuel (échelle de gauche) — Taux de croissance trimestriel (échelle de droite)

Source : INSEE, comptes nationaux trimestriels (base 95)

## Le marché boursier français : l'évolution de l'indice CAC 40



— Indice (valeur de l'indice) (échelle de droite) — Volume échangé (en millions de titres échangés par jour) (échelle de gauche)

Source : Bloomberg

## Situation mensuelle du budget de l'État

en milliards de francs

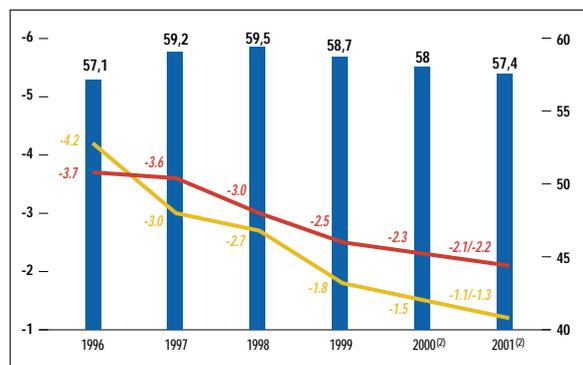
	1998	1999	niveau à la fin juillet		
			1998	1999	2000
<b>Solde du budget général</b>	-252,3	-215,3	-159,3	-120,8	-90,2
- dépenses	1 650,7	1 709,8	955,2	986,7	986,4
- recettes	1 398,4	1 494,5	795,9	865,9	896,2
<b>Solde des comptes spéciaux du Trésor</b>	4,8	9,3	-80,9	-69,5	-76,5
<b>Solde général d'exécution</b>	-247,5	-206,0	-240,2	-190,3	-166,7

Source : ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie, direction du Budget

Pour plus de détails : <http://www.francetresor.gouv.fr/indicateurs/budget>

## Finances publiques

en % du PIB



— Déficit des administrations publiques (1) (échelle de gauche) — Déficit de l'État (1) (échelle de gauche) — Dette des administrations publiques (échelle de droite)

Source : (1) INSEE, comptes nationaux 1999 (base 95).

(2) Pour 2000 et 2001, prévisions de la Commission économique de la Nation, mars 2000

## France Trésor et l'information

INTERNET  
<http://www.francetresor.gouv.fr>

BLOOMBERG  
TRESOR<GO>

REUTERS  
<TRESOR>

REUTERS Web  
<http://tresor.session.rservices.com>

PAGES TELERATE  
Menu 20010-20078

### Sommaire

Actualité de la dette française	p. 1
Marché primaire	p. 2
Marché secondaire/Tribune libre aux SVT	p. 3
Comparaisons Internationales/L'économie française	p. 4
Dette négociable de l'État	p. 5 et 6
Le programme de rachats de France Trésor au 2 <sup>e</sup> semestre 2000	p. 7 et 8
Le plan pluriannuel de baisses d'impôt	p. 9 et 10

### bulletin mensuel de France Trésor

Disponible en français, anglais, allemand et japonais  
 Directeur de publication : Michel Le Clainche  
 Rédaction : France Trésor - Bureau A1  
 Pour s'abonner écrire à : France Trésor  
 BP 6 - 59718 LILLE CEDEX 9 - France / Télécopie : 03 20 12 11 12



Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

## Dette négociable de l'État

### French Government Negotiable debt outstanding

#### OAT au 31 août 2000 / OAT at August 31, 2000

CODE ISIN SICOVAM	Libellé de l'emprunt/Bond	Encours	CODE ISIN SICOVAM	Libellé de l'emprunt/Bond	Encours
FR000057011 1	V Échéance / Maturity 2000 OAT TRA 13 septembre 2000	2 759 404 686 EUR 2 759 404 686	FR000057063 2	Échéance / Maturity 2008 OAT 5,25% 25 avril 2008 (encours démembrés/stripped bonds)	43 076 093 494 EUR 25 291 932 367 (63 380 000)
FR000057013 7	V Échéance / Maturity 2001 OAT TME 25 janvier 2001	16 402 795 857 EUR 3 758 478 028	FR000057066 5	OAT 8,50% 25 octobre 2008 (encours démembrés/stripped bonds)	17 784 161 127 (3 478 480 000)
FR000057014 5	OAT 9,50% 25 janvier 2001	9 800 947 246	FR000057067 3	V Échéance / Maturity 2009 OAT TEC 10 25 janvier 2009	63 533 008 741 EUR 8 484 044 498
FR000057015 2	OAT 10% 26 février 2001	158 673 000	FR000057143 2	OAT 4% 25 avril 2009 (encours démembrés/stripped bonds)	22 522 258 390 (42 000 000)
FR000057017 8	OAT 7,50% 25 juillet 2001	2 684 697 583	FR000057142 4	V OAT/3% 25 juillet 2009	8 396 850 355
FR000057019 4	Échéance / Maturity 2002 OAT 8,50% 15 mars 2002	17 428 861 326 EUR 742 606 500	FR000018697 5	V OAT/3% 25 juillet 2009 particuliers août 2000	1 718 460
FR000057022 8	OAT 6,75% 25 avril 2002 (encours démembrés/stripped bonds)	875 928 000 (47 910 000)	FR000018619 9	OAT 4% 25 octobre 2009	23 874 149 510 (147 000 000)
FR000057024 4	OAT 8,50% 25 novembre 2002	15 810 326 826	FR000022167 3	OAT 4% 25 octobre 2009 particuliers novembre 1999	107 700 915
FR000057027 7	Échéance / Maturity 2003 OAT 8,50% 25 avril 2003 (encours démembrés/stripped bonds)	31 111 797 652 EUR 15 505 026 287 (2 074 100 000)	FR000022169 9	OAT 4% 25 octobre 2009 particuliers décembre 1999	72 440 169
FR000057028 5	OAT 8% 25 avril 2003 (encours démembrés/stripped bonds)	498 616 500 (174 630 000)	FR000022195 4	OAT 4% 25 octobre 2009 particuliers janvier 2000	73 846 444
FR000057030 1	OAT 6,75% 25 octobre 2003 (encours démembrés/stripped bonds)	15 108 154 865 (457 550 000)	FR000018660 3	Échéance / Maturity 2010 OAT 5,50% 25 avril 2010 (encours démembrés/stripped bonds)	17 943 719 352 EUR 17 692 229 581 (40 000 000)
FR000057032 7	Échéance / Maturity 2004 OAT 8,25% 27 février 2004	37 591 606 841 EUR 9 033 671 358	FR000018680 1	OAT 5,50% 25 avril 2010 particuliers mai 2000	56 451 062
FR000057036 8	OAT 5,50% 25 avril 2004 (encours démembrés/stripped bonds)	15 415 796 930 (97 610 000)	FR000018685 0	OAT 5,50% 25 avril 2010 particuliers juin 2000	66 426 273
FR000057034 3	OAT 6% 25 avril 2004 (encours démembrés/stripped bonds)	1 953 143 000 (296 300 000)	FR000018695 9	OAT 5,50% 25 avril 2010 particuliers juillet 2000	72 937 626
FR000057040 0	OAT 6,75% 25 octobre 2004 (encours démembrés/stripped bonds)	11 188 995 553 (1 087 180 000)	FR000018698 3	OAT 5,50% 25 avril 2010 particuliers août 2000	55 674 810
FR000057043 4	Échéance / Maturity 2005 OAT 7,5% 25 avril 2005 (encours démembrés/stripped bonds)	34 321 246 330 EUR 18 619 406 569 (2 070 080 000)	FR000057073 1	Échéance / Maturity 2011 OAT 6,50% 25 avril 2011 (encours démembrés/stripped bonds)	11 396 367 920 EUR 11 396 367 920 (321 970 000)
FR000057046 7	OAT 7,75% 25 octobre 2005 (encours démembrés/stripped bonds)	15 701 839 761 (2 397 290 000)	FR000057078 0	Échéance / Maturity 2012 OAT 8,50% 26 décembre 2012	5 485 697 339 EUR 5 485 697 339
FR000057049 1	Échéance / Maturity 2006 OAT 7,25% 25 avril 2006 (encours démembrés/stripped bonds)	46 753 093 816 EUR 18 672 039 415 (771 910 000)	FR000057092 1	Échéance / Maturity 2019 OAT 8,50% 25 octobre 2019 (encours démembrés/stripped bonds)	9 551 095 284 EUR 9 349 392 893 (4 776 810 000)
FR000057050 9	OAT 7% 25 avril 2006 (encours démembrés/stripped bonds)	1 091 244 000 (389 650 000)	FR000057095 4	ÉTAT 9,82% 31 décembre 2019	201 702 391
FR000057053 3	OAT 6,50% 25 octobre 2006 (encours démembrés/stripped bonds)	15 102 140 991 (490 510 000)	FR000057104 4	Échéance / Maturity 2022 OAT 8,25% 25 avril 2022 (encours démembrés/stripped bonds)	1 500 000 000 EUR 1 500 000 000 (1 104 500 000)
FR000057054 1	V OAT TEC 10 25 octobre 2006	11 887 669 410	FR000057108 5	Échéance / Maturity 2023 OAT 8,50% 25 avril 2023 (encours démembrés/stripped bonds)	13 408 195 903 EUR 13 408 195 903 (9 160 640 000)
FR000057057 4	Échéance / Maturity 2007 OAT 5,50% 25 avril 2007 (encours démembrés/stripped bonds)	37 098 826 908 EUR 21 771 775 424 (276 820 000)	FR000057115 0	Échéance / Maturity 2025 OAT 6% 25 octobre 2025 (encours démembrés/stripped bonds)	9 416 928 118 EUR 9 416 928 118 (2 996 610 000)
FR000057059 0	OAT 5,50% 25 octobre 2007 (encours démembrés/stripped bonds)	15 327 051 484 (423 550 000)	FR000057122 6	Échéance / Maturity 2028 OAT zéro coupon 28 mars 2028 (non offerte à la souscription)	46 232 603 EUR 46 232 603
			FR000057121 8	Échéance / Maturity 2029 OAT 5,50% 25 avril 2029 (encours démembrés/stripped bonds)	16 875 880 762 EUR 13 453 880 762 (846 190 000)
			FR000018641 3	V OAT/3,40% 25 juillet 2029	3 422 000 000

**Durée de vie moyenne des obligations :**  
**8 ans et 138 jours**

**Average maturity of OATs:**  
**8 years and 138 days**

**OAT i** : OAT indexée sur l'inflation.  
**TRA** : taux révisable, en fonction des taux de rendement des emprunts d'État à taux fixe d'échéance supérieure à 7 ans, publiés par la Caisse des dépôts et consignations.  
**TME** : moyenne arithmétique des taux de rendement moyens mensuels des emprunts d'État à taux fixe d'échéance supérieure à 7 ans sur l'année précédant la date de mise en paiement du coupon.  
**TEC 10** : taux de l'échéance constante à 10 ans.

**Total général**

**415 700 852 932 EUROS**

encours démembrés/stripped bonds

**34 032 670 000 EUROS**

en % des lignes démembrables

**10,23%**

as a % of strippable bonds

**OAT i** : inflation-indexed OAT.  
**TRA** : variable rate based on the yields of all fixed-rate French Government bonds (EE and OATs included) with maturities greater than 7 years, as published by the CDC.  
**TME** : the coupon rate is the arithmetic mean of the monthly average of all fixed-rate French Government bonds (EE and OATs included) with maturities greater than 7 years. The coupon rate is fixed every January based on the previous calendar year.  
**TEC 10** : 10-year constant maturity Treasury.

## BTAN au 31 août 2000

### Treasury notes at August 31, 2000

CODE ISIN	Libellé de l'emprunt / Bond	Encours	
FR0100059544	<b>Échéance / Maturity 2000</b> BTAN 7% 12 octobre 2000	<b>8 463 664 485</b> 8 463 664 485	<b>EUR</b>
FR0100059551	<b>Échéance / Maturity 2001</b> BTAN 5,75% 12 mars 2001	<b>36 560 119 105</b> 10 549 167 038	<b>EUR</b>
FR0100059569	BTAN 6% 16 mars 2001	731 023 000	
FR0100877812	BTAN 3% 12 juillet 2001	13 152 000 000	
FR0100059577	BTAN 5,50% 12 octobre 2001	12 127 929 067	
FR0101465831	<b>Échéance / Maturity 2002</b> BTAN 4% 12 janvier 2002	<b>45 966 815 874</b> 12 890 000 000	<b>EUR</b>
FR0100059585	BTAN 4,75% 12 mars 2002	11 380 471 532	
FR0100059593	BTAN 4,50% 12 juillet 2002	21 696 344 342	
FR0102325695	<b>Échéance / Maturity 2003</b> BTAN 5% 12 janvier 2003	<b>24 413 156 556</b> 3 099 000 000	<b>EUR</b>
FR0100059601	BTAN 4,50% 12 juillet 2003	21 314 156 556	
FR0100802273	<b>Échéance / Maturity 2004</b> BTAN 3,50% 12 juillet 2004	<b>17 975 000 000</b> 17 975 000 000	<b>EUR</b>
FR0101659813	<b>Échéance / Maturity 2005</b> BTAN 5% 12 juillet 2005	<b>15 279 000 000</b> 15 279 000 000	<b>EUR</b>

**Durée de vie moyenne des BTAN : 2 ans et 54 jours**

Average maturity of BTANs: 2 years and 54 days

**Total général** **148 657 756 020 EUR**

## BTF au 31 août 2000

### Treasury bills at August 31, 2000

	Échéance / Maturity	EUROS
BTF	7/9/2000	1 336 000 000
BTF	14/9/2000	1 093 000 000
BTF	21/9/2000	3 155 000 000
BTF	28/9/2000	2 223 000 000
BTF	5/10/2000	1 056 000 000
BTF	12/10/2000	1 110 000 000
BTF	19/10/2000	1 002 000 000
BTF	26/10/2000	1 277 000 000
BTF	2/11/2000	3 371 000 000
BTF	9/11/2000	1 232 000 000
BTF	16/11/2000	3 050 000 000
BTF	23/11/2000	1 727 000 000
BTF	30/11/2000	1 389 000 000
BTF	7/12/2000	2 353 000 000
BTF	11/1/2001	2 165 000 000
BTF	18/1/2001	1 809 000 000
BTF	26/1/2001	1 004 000 000
BTF	15/2/2001	3 575 000 000
BTF	8/3/2001	1 792 000 000
BTF	29/3/2001	2 936 000 000
BTF	3/5/2001	2 785 000 000
BTF	21/6/2001	1 625 000 000
BTF	2/8/2001	1 877 000 000

**Durée de vie moyenne des BTF : 121 jours**

Average maturity of BTFs: 121 days

**Total** **44 942 000 000 EUR**

**Durée de vie moyenne totale de la dette  
au 31/8/2000 : 6 ans et 96 jours**

Average maturity of debt at 31/8/2000:  
6 years and 96 days

**Total général \***

**609 300 608 952 EUROS**

1 euro = 6,55957 FRF

Source : ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie

\* La réserve de titres du FSR a été mise à zéro. Elle peut être reconstituée à tout moment en cas de besoin.  
The FSR Securities reserve has been set to zero. Bonds can be created into the reserve at any moment



Dates d'adjudication et de règlement  
3<sup>ème</sup> trimestre 2000

		BTF			BTAN			OAT
<i>Bons émis le</i>		<i>13 sem.</i>	<i>semestriel</i>	<i>annuel</i>	<i>2 ans 4,50 % 07/2002</i>	<i>2 ans 01/2003</i>	<i>5 ans 5,00 % 07/2005</i>	
<i>Lundi</i>	03/07	▽	○					◇
<i>Jeudi</i>	06/07	▲	●					◆
<i>Lundi</i>	10/07	▽		□				◇
<i>Mardi</i>	11/07	▲		■				◆
<i>Jeudi</i>	13/07	▲		■				
<i>Lundi</i>	17/07	▽		□				
<i>Jeudi</i>	20/07	▲		■	∪		∩	
<i>Lundi</i>	24/07	▽	○		∪		∩	
<i>Mardi</i>	25/07	▲	●		∪		∩	
<i>Jeudi</i>	27/07	▲	●					
<i>Lundi</i>	31/07	▽		□				◇
<i>Jeudi</i>	03/08	▲		■				◆
<i>Lundi</i>	07/08	▽	○					◇
<i>Mardi</i>	08/08	▲	●					◆
<i>Jeudi</i>	10/08	▲	●					
<i>Lundi</i>	14/08	▽	○					
<i>Jeudi</i>	17/08	▲	●			∪		
<i>Lundi</i>	21/08	▽		□		∪		
<i>Mardi</i>	22/08	▲		■		∪		
<i>Jeudi</i>	24/08	▲		■		∪		
<i>Lundi</i>	28/08	▽	○					
<i>Jeudi</i>	31/08	▲	●					
<i>Lundi</i>	04/09	▽		□				◇
<i>Jeudi</i>	07/09	▲		■				◆
<i>Lundi</i>	11/09	▽	○					◇
<i>Mardi</i>	12/09	▲	●					◆
<i>Jeudi</i>	14/09	▲	●					
<i>Lundi</i>	18/09	▽		□				
<i>Jeudi</i>	21/09	▲		■		∪	∩	
<i>Lundi</i>	25/09	▽		□		∪	∩	
<i>Mardi</i>	26/09	▲		■		∪	∩	
<i>Jeudi</i>	28/09	▲		■		∪	∩	

	Émission		Règlement
<b>B T F</b>	<i>13 semaines</i>	▽ chaque lundi *	▲ le jeudi suivant * l'adjudication
	<i>semestriel</i>	○ généralement 1 ou 2 lundis par mois *	● le jeudi suivant * l'adjudication
	<i>annuel</i>	□ généralement 1 ou 2 lundis par mois *	■ le jeudi suivant * l'adjudication
<b>B T A N</b>	<i>07/2002</i>	∪ le 3 <sup>ème</sup> jeudi ouvrable du mois *	∩ le mardi suivant * l'adjudication
	<i>01/2003</i>	∪ le 3 <sup>ème</sup> jeudi ouvrable du mois *	∩ le mardi suivant * l'adjudication
	<i>07/2005</i>	∩ le 3 <sup>ème</sup> jeudi ouvrable du mois *	∪ le mardi suivant * l'adjudication
<b>O A T</b>		◇ le 1 <sup>er</sup> jeudi ouvrable du mois *	◆ le mardi suivant * l'adjudication

\* ou le jour ouvrable précédent ou suivant.

# France Trésor

## Calendrier indicatif d'adjudication 2000

<b>CALENDRIER ANNUEL D'ADJUDICATIONS D'OAT</b>	OAT chaque 1 <sup>er</sup> jeudi du mois	Une ligne à taux fixe d'échéance à 10 ans, l'OAT 25 avril 2010 ou une autre OAT à créer : si les conditions de marché s'y prêtent d'autres lignes à taux fixe ou variable existantes ou à créer, ou une OAT indexée.
<b>CALENDRIER SEMESTRIEL DES BTAN</b>	BTAN chaque 3 <sup>ème</sup> jeudi du mois	Lignes mises en adjudication au 2 <sup>e</sup> semestre 2000 • BTAN 4,50 % 07/2002 • BTAN 01/2003 • BTAN 5,00 % 07/2005 • BTAN 01/2006.
<b>CALENDRIER TRIMESTRIEL DES BTF</b>	Chaque lundi	BTF 13 semaines, semestriels ou annuels, selon le calendrier indicatif figurant au verso.

Le Trésor se réserve le droit de ne pas procéder à une adjudication mentionnée au calendrier ci-dessus en cas de circonstances de marché exceptionnelles, ou bien de procéder à une adjudication supplémentaire en fonction de ses besoins de financement et de la situation des marchés.

Il est rappelé par ailleurs que l'Etat se réserve la possibilité en cours d'année de créer des lignes nouvelles, à long ou à moyen terme, ou de réémettre sur des lignes précédemment émises, en fonction des circonstances de marché, et de recourir à la procédure d'émission par syndication bancaire.

La nature exacte des lignes émises par l'Etat ainsi que les indications concernant le volume de l'émission seront chaque fois communiquées au public dans les jours précédents.

## Pages Reuters sur France Trésor

INDEX TRESOR	MENU : TRESORMENU					
SVT	BTF	BTAN	OAT	OAT i	STRIPS	PENSIONS
ABN-AMRO FIXED INCOME FRANCE	AAFIBTF	AABOAT	AABOAT/01/02	AABILB	AAFSTRIP	AAFIREPO
BANQUE LEHMAN BROTHERS S.A.	LBBTF1	LBBTAN2	LBOAT1	LBOAT2	-	LBWE
BANQUE PARIBAS	PBBTF	PBBTAN	PBOAT01/02-PBTEC	PBOAT02	PBSTRIP01-02-03	PBAMLEUR
BARCLAYS CAPITAL FRANCE S.A.	BARCAPPL	BARCAPPL	BARCAPOAT1/2	BARCAPIND	BARCAPSTRIPS1-2	BZWPL
BNP FINANCE	BNPSVT01	BNPSVT02	BNPSVT02/05	BNPSVT05	BNPSTRIP01	OBNQ
CDC MARCHES	CDCBILLS	CDCBTAN	CDCOAT1/2	CDCOAT3	CDCSTRIP1-2	CDCBILLS
CREDIT AGRICOLE INDOSUEZ	CAIEUCT01	CAIBTAN01	CAIOAT01/02/CAIVAR01	CAIVAR01	CAISTRIP01	CAIREPO
CREDIT COMMERCIAL DE FRANCE	CCFBTF	CCFBTAN	CCFOAT-CCFTEC	CCFTEC	CCFSTRIP	CCFREPO
CREDIT LYONNAIS	CLBTF	CLBTAN	CLOAT01-04	CLOAT03	CLSTRIP01	CLREPO
DEUTSCHE BANK FRANCE S.A.	DBBTF	DBBTAN1	DBOAT1-2/DBILB	DBILB	0#FRSTRIP-DEBP	DBPPL
DRESNER KLEINWORT BENSON	DRBTF	DRBBTAN	DRBOAT1-2/DRBTEC10	DRBTEC10	DRBSTRIP1-2	DRBREPO1
GOLDMAN SACHS PARIS INC. & Cie	GSPK	GSPC	GSPD-F	GSPG	GSPH-J	GSFRREPO
HSBC MARKETS	HSBCBTF	HSBCBTAN	HSBCOAT01-02/HSBCVAR	HSBCVAR	-	HSBCBTF
J.P. MORGAN & Cie S.A.	MGPK	JPMFR01	JPMFR01-02	MGTEC	JPMSTRIPFR	MMQU
MERRILL LYNCH FINANCE S.A.	MLFRONT	MLFBTAN	MLFOAT1-2/MLFTEC	MLFOAT1	MLFSTRIP	MLFRONT
MORGAN STANLEY S.A.	MSFRD	MSFRB/D	MSFRB-C	MSFRC	MSFRE	MSFRR
NATEXIS BANQUES POPULAIRES	NBPGVT01	NBPGVT02	NBPGVT02-04	NBPVAR	-	NBPREPO
SALOMON BROTHERS INTERNATIONAL LTD	-	-	-	-	-	-
SOCIETE GENERALE	SGREPO01	SGOAT01	SGOAT01-02	SGOATVAR01	SGSTRIP01	SGREPO01
UNION EUROPEENNE DE CIC	CICBTF	CICBTAN	CICOAT1-2/CICTEC	CICOATI	CICSTRIP	CICREPO

TAUX DE RÉFÉRENCE QUOTIDIENS DES BONS DU TRÉSOR  
relevés par la Banque de France SVTF-G-H

## Pages Telerate sur France Trésor

INDEX TRESOR	MENU : 20010 - 20078			
SVT	BTF	BTAN	OAT	STRIPS
BANQUE PARIBAS	20 106/107	20 106	20 105	-
CDC MARCHES	2 521	2 520	-	-
CREDIT AGRICOLE INDOSUEZ	2 528	2 532	2533/34/35	2 511
CREDIT COMMERCIAL DE FRANCE	20 082	20 081/82	20 080	20 086
CREDIT LYONNAIS	21 891	21 888	21 885/86/87	21913/15
DRESNER KLEINWORT BENSON	47 401	47 402	47 403/4	-
J.P. MORGAN & Cie	-	21 482	21483/5	21 486
SOCIETE GENERALE	42 161	42 162	42163/4	-
UNION EUROPEENNE DE CIC	20 121	-	20 124/25/26	-

TAUX DE RÉFÉRENCE QUOTIDIENS DES BONS DU TRÉSOR  
relevés par la Banque de France 20018-19

## France Trésor et l'information

INTERNET	<a href="http://www.francetresor.gouv.fr">http://www.francetresor.gouv.fr</a>
BLOOMBERG	TRESOR<GO>
REUTERS	<TRESOR>
REUTERS WEB	<a href="http://tresor.session.rservices.com">http://tresor.session.rservices.com</a>

## Le programme de rachats de France Trésor au second semestre 2000

Conformément aux décisions annoncées le 10 juillet par Laurent Fabius, ministre de l'Économie, des Finances et de l'Industrie, France Trésor procédera d'ici à la fin de l'année au rachat de 10 milliards d'euros d'obligations d'État contribuant ainsi à une gestion plus économe de la dette publique.

Les modalités de mise en oeuvre du programme de rachats, qui ont été définies après une consultation étroite des Spécialistes en Valeurs du Trésor, sont les suivantes :

- 1 France Trésor ciblera le programme de rachats sur les obligations correspondant à une demande des intervenants de marché et présentant une opportunité en termes de prix. Pour autant, France Trésor veillera à préserver la liquidité de l'ensemble de ses titres.
- 2 En conséquence, France Trésor exclut le rachat de certaines obligations, notamment les titres émis depuis le début de l'année 2000 et les titres constituant une spécificité de la dette française (TEC et OAT). Les rachats pourront porter sur toutes les autres obligations qui sont regroupées en 4 groupes de maturité : inférieure à un an, zone 2002 - 2005, zone 2007 - 2009 et zone 2019 - 2025.
- 3 Si les conditions de marché le permettent, France Trésor utilisera majoritairement pour ses rachats les adjudications à l'envers. En complément, des opérations de gré à gré seront réalisées au fil de l'eau d'ici la fin de l'année. Ces dernières porteront essentiellement sur les titres dont la maturité est inférieure à un an. Les titres retenus pour les adjudications à l'envers seront choisis en fonction des conditions de marché.
- 4 France Trésor réalisera les adjudications à l'envers selon une méthode identique à celles des adjudications classiques. La première adjudication à l'envers aura lieu le 5 septembre 2000 et portera sur des obligations de la zone 2002 - 2005 figurant dans la liste jointe. La date des adjudications suivantes ainsi que le ou les groupes de maturité concernés seront annoncés au moins une semaine à l'avance.
- 5 Jusqu'à 6 obligations pourront être proposées à chaque adjudication. La liste des titres concernés, ainsi que le montant maximal de rachat en trésorerie, seront annoncés au plus tard deux jours avant la date de l'adjudication à l'envers. France Trésor se réserve le droit de ne pas procéder au rachat d'un ou plusieurs titres proposés à l'adjudication à l'envers si les offres ne lui paraissent pas favorables.

France Trésor rappelle que ce programme de rachats résulte de l'exécution budgétaire en 1999, qui a induit un excédent de financement de 2,3 milliards d'euros, d'un surplus de recettes budgétaires en 2000 d'environ 4,5 milliards d'euros et enfin de la décision d'accroître les émissions de BTF au cours des prochains mois. Le programme de financement brut de l'État, fixé à 90 milliards d'euros et présenté aux investisseurs en début d'année, n'est pas modifié.

## Liste des obligations pouvant faire l'objet d'un rachat

<b>Maturité &lt; 1 an</b>	<b>52 962 914 962 EUR</b>
OAT TME 25 janvier 2001	3 758 478 028
OAT 9,50 % 25 janvier 2001	9 800 947 246
OAT 10 % 26 février 2001	158 673 000
OAT 7,50 % 25 juillet 2001	2 684 697 583
BTAN 5,75 % 12 mars 2001	10 549 167 038
BTAN 6 % 16 mars 2001	731 023 000
BTAN 3 % 12 juillet 2001	13 152 000 000
BTAN 5,50 % 12 octobre 2001	12 127 929 067
<b>Zone 2002 - 2005</b>	<b>104 751 672 388 EUR</b>
OAT 8,50 % 15 mars 2002	742 606 500
OAT 6,75 % 25 avril 2002	875 928 000
OAT 8,50 % 25 novembre 2002	15 810 326 826
OAT 8,50 % 25 avril 2003	15 505 026 287
OAT 8 % 25 avril 2003	498 616 500
OAT 6,75 % 25 octobre 2003	15 108 154 865
OAT 8,25 % 27 février 2004	9 033 671 358
OAT 5,50 % 25 avril 2004	15 415 796 930
OAT 6 % 25 avril 2004	1 953 143 000
OAT 6,75 % 25 octobre 2004	11 188 995 553
OAT 7,50 % 25 avril 2005	18 619 406 569
<b>Zone 2007 - 2009</b>	<b>63 141 242 241 EUR</b>
OAT 5,50 % 25 octobre 2007	15 327 051 484
OAT 5,25 % 25 avril 2008	25 291 932 367
OAT 4 % 25 avril 2009	22 522 258 390
<b>Zone 2019 - 2025</b>	<b>33 674 516 914 EUR</b>
OAT 8,50 % 25 octobre 2019	9 349 392 893
OAT 8,25 % 25 avril 2022	1 500 000 000
OAT 8,50 % 25 avril 2023	13 408 195 903
OAT 6 % 25 octobre 2025	9 416 928 118
<b>Total général</b>	<b>254 530 346 505 EUR</b>

Source : France Trésor

## OAT : adjudications à l'envers du 5 septembre 2000

en millions d'euros

	OAT avril 2003 8,50 %	OAT février 2004 8,25 %	OAT avril 2004 5,50 %	OAT avril 2005 7,50 %
date de l'adjudication à l'envers	5/9/00	5/9/00	5/9/00	5/9/00
date de règlement	8/9/00	8/9/00	8/9/00	8/9/00
Volume annoncé (maximum)			2 000	
Volume demandé	1 409	1 108	1 190	1 195
Volume racheté	395	416	410	547
Prix limite	107,94 %	109,47 %	100,99 %	109,22 %
Taux moyen pondéré	5,17 %	5,19 %	5,19 %	5,20%

Source : France Trésor

## Opération de rachats du 5 septembre 2000

Lignes rachetées	Encours avant rachats en euros	Racheté nominal en euros	Soldes résiduels en euros	% nominal racheté	Racheté (trésorerie nette) en millions d'euros
OAT 8,50 % avril 2003	15 505 026 287	395 000 000	15 110 026 287	2,55 %	426,32
OAT 8,25 % février 2004	9 033 671 358	416 000 000	8 617 671 358	4,60 %	455,31
OAT 5,50 % avril 2004	15 415 796 930	410 000 000	15 005 796 930	2,66 %	414,02
OAT 7,50 % avril 2005	18 619 406 569	547 000 000	18 072 406 569	2,94 %	601,24

Source : France Trésor

# Le plan pluriannuel de baisses d'impôt pour une croissance sans inflation

La réduction de la pression fiscale est une importante réforme structurelle conduite par le gouvernement pour assurer à la France une croissance durable et sans inflation.

Avec les taux d'intérêt élevés caractéristiques du début de la décennie 90, le niveau excessif des prélèvements publics est pour une part à l'origine du chômage massif en France. En dissuadant le travail et en pesant sur les coûts des entreprises, des impôts trop élevés ont été des impôts contre l'emploi.

Depuis trois ans, un million d'emplois a été créé en France dans les entreprises, en raison, notamment, d'une politique économique favorable à la croissance. Le plan pluriannuel de baisse des impôts est le prolongement de cette politique : pour accélérer le retour du plein emploi dans les prochaines années, il augmentera les rémunérations de tous les actifs, il encouragera l'investissement en France et il lèvera des obstacles au retour vers le marché du travail.

## 1 Accroître l'investissement de tous dans le travail

Pour tous ceux qui vivent essentiellement de leur travail, la baisse des taux de l'impôt sur le revenu leur laissera une plus grande part des fruits de leurs efforts. Cette mesure stimulera l'offre de travail et sera un encouragement à la mobilité professionnelle et sociale. Elle assurera une meilleure rémunération de la qualification des salariés reflétant mieux leur contribution à la création de richesse.

La baisse sera plus importante pour les tranches basses et moyennes de façon à préserver le caractère progressif de l'impôt sur le revenu, et elle profitera à la grande majorité des actifs. La réduction, en trois ans, des tranches marginales les plus élevées, est aussi un signe clair que le gouvernement adresse aux cadres, aux créateurs et aux entrepreneurs : le gouvernement souhaite qu'ils exercent leurs talents au service de ce pays.

La baisse de l'impôt sur le revenu sera complétée d'une série de mesures visant à simplifier son calcul et sa collecte.

## 2 Faire que le travail paye mieux que le non-travail

Le constat est désormais partagé : le développement des minima sociaux et de nombreuses prestations sociales sous conditions de ressources depuis 25 ans a été nécessaire pour atténuer les souffrances sociales dans une société durablement marquée par le chômage de masse.

Pourtant, dans le même temps, en réduisant, voire en supprimant la différence entre les revenus du travail et les revenus issus de la protection sociale, ces mesures ont souvent enfermé dans l'inactivité des centaines de milliers de personnes. On sait par exemple que la prise d'un emploi au SMIC, à temps plein, ne rapporte que 4 F par heure de travail pour l'un des conjoints d'un couple avec deux enfants. Une telle situation, injuste socialement, est un frein à la participation au marché du travail. Elle explique en particulier que la part des personnes en âge de travailler occupant un emploi soit aujourd'hui inférieure à celle de 1980 en France, quand celle des États-Unis a augmenté de plus de 10 points.

Beaucoup a déjà été fait pour réduire ces "trappes à inactivité". La possibilité d'un cumul temporaire d'un salaire et du RMI et le lissage des effets de seuil à l'entrée sur le marché du travail, avec la réforme des dégrèvements de taxes d'habitation et celle des allocations logements ont introduit des corrections déjà importantes puisque près de 15 MdF seront consacrés à ces mesures en 2001.

Le gouvernement souhaite qu'une nouvelle étape soit franchie à l'occasion du PLF 2001, en augmentant les revenus nets du travail pour l'ensemble des bas salaires. C'est le sens de la ristourne dégressive de CSG et CRDS qui augmentera de près de 10 % le revenu mensuel net des personnes au SMIC.

Alors que plusieurs secteurs d'activités indiquent souffrir de "pénuries de main d'œuvre", cette mesure intervient au bon moment. Ces pénuries concernent en particulier de nombreuses entreprises du bâtiment et de l'hôtellerie restauration qui fournissent un emploi à de nombreux travailleurs, dans des conditions souvent difficiles. L'augmentation des revenus du travail est de nature à provoquer un appel d'air vers le marché du travail.

En réduisant les goulots d'étranglement dans les entreprises, en augmentant l'attractivité des emplois, la ristourne de CSG amplifie le dynamisme des créations d'emplois et rehausse le potentiel de croissance à moyen terme.

## 3 Encourager l'investissement en France

Depuis trois ans l'investissement dans les entreprises a nettement accéléré. Pourtant, le taux d'utilisation des capacités de production a augmenté. Pour éviter des tensions, l'investissement en France doit être conforté en particulier dans les centaines de milliers de PME.

La suppression de la surtaxe instaurée en 1995 après celle décidée en 1997 portera le taux normal de l'impôt sur le bénéfice des sociétés à 33 %, contre près de 40 % en 1997. Cette mesure ramènera l'impôt sur les bénéfices dans la moyenne de l'Union européenne et stimulera de manière significative l'investissement en France.

Un accent particulier est mis sur la baisse du taux de l'IS pour les PME, dont le taux sera progressivement abaissé à 15 %, pour les 250 premiers KF de bénéfices. L'utilité de cette mesure spécifique sur les entreprises dont le chiffre d'affaires est inférieur à 50 MF est fondée sur une idée simple : le coût de financement de l'investissement dans ces entreprises est très souvent plus élevé que celui des grandes, en raison des réticences des banques. Cette mesure structurante contribuera à compenser les obstacles qui pénalisent l'investissement.

## 4 Améliorer la fiscalité pétrolière

Le gouvernement a pour objectif à court terme d'éviter qu'un choc sur les prix du pétrole ne freine la croissance et ne relance l'inflation, tout en assurant à moyen et long terme que le prix des produits pétroliers limite les risques de réchauffement de la planète.

Pour un montant limité, une baisse des taxes sur le fuel domestique a donc été décidée pour aider les ménages à faire face à la hausse des prix du pétrole, ce à partir du 21 septembre 2000. Egalement, pour stabiliser l'environnement des ménages et leurs anticipations en matière de prix, les recettes supplémentaires de TVA seront désormais compensées par de plus faibles taxes sur les volumes consommés (TIPP) dans le cas d'une hausse exceptionnelle des prix du pétrole.

Le plan pluriannuel de baisses d'impôts ira de pair avec la poursuite de la réduction des déficits et de la dette publique, conformément au programme pluriannuel de finances publiques du gouvernement. Au total, ce plan devrait se traduire par plus d'emplois, plus d'investissement, plus de pouvoir d'achat et donc une croissance plus forte sans inflation, sur des bases plus larges, avec plus de travail, de nouveaux équipements et de meilleures technologies.

## Plan global d'allégement et de réforme des impôts (2001-2003)

(en milliards de francs)

	2001	2002	2003	Cumul
<b>1. Alléger l'impôt avec justice et efficacité</b>				
Réduction dégressive du barème de l'impôt sur le revenu	- 21,8	- 12,0	- 9,4	43,2
Réduction de l'impôt sur les sociétés	- 2,7	- 9,7	- 8,0	- 20,4
Baisse du taux normal de l'IS par suppression de la contribution Juppé	- 8,4	- 9,2	- 9,8	- 27,4
Modification du régime mère- fille et de l'avoir fiscal entre entreprises et de l'amortissement dégressif	8,0	3,6	1,8	13,4
Baisse à 15 % du taux de l'IS pour une fraction du bénéfice des petites entreprises	- 2,3	- 4,1		- 6,4
Mesure en faveur des équipements de production d'énergies renouvelables des particuliers (solaire, éolienne...)		- 0,2		- 0,2
Suppression de la part salaires dans la taxe professionnelle	- 8,0	- 7,5		- 15,5
<b>Total</b>	<b>- 32,5</b>	<b>- 29,4</b>	<b>- 17,4</b>	<b>- 79,3</b>
<b>2. Encourager l'emploi en réduisant aussi les trappes à inactivité</b>				
Aménagement de la décote pour éviter les effets de seuil à l'entrée du barème de l'impôt sur le revenu	- 1,6			- 1,6
Réduction de la CSG et de la CRDS sur les bas salaires incitative au retour à l'emploi	- 8,0	- 8,5	- 8,5	- 25,0
<b>Total</b>	<b>- 9,6</b>	<b>- 8,5</b>	<b>- 8,5</b>	<b>- 26,6</b>
<b>3. Améliorer la fiscalité pétrolière</b>				
Baisse de la taxe sur le fioul domestique	- 3,5			- 3,5
Contribution des entreprises pétrolières	3,5			3,5
Rééquilibrage de la fiscalité du gazole		2,4	2,4	4,8
Amélioration du remboursement aux routiers et aux transports publics de voyageurs	n.c.			n.c.
<b>4. Simplifier l'impôt</b>				
Calcul et mention automatique du taux moyen de l'impôt par rapport au revenu	•			
Simplifications diverses, dont :				
Aménagement de la taxe sur les salaires et harmonisation de l'assiette de cette taxe avec les prélèvements sociaux	- 0,3			- 0,3
Réforme du précompte au titre de l'impôt sur les sociétés		•		
Suppression de taxes et divers (dont le droit de bail)	- 2,7	- 2,0	- 1,5	- 6,2
Suppression de la vignette automobile des particuliers	- 12,0			- 12,0
<b>Montant du plan d'ensemble</b>	<b>- 57,1</b>	<b>- 37,5</b>	<b>- 25,0</b>	<b>- 119,6</b>

• année de mise en œuvre